

OBSERVATEUR DES DROITS SOCIAUX 2020

TENDANCES EUROPÉENNES



solidar



TOGETHER FOR
SOCIAL EUROPE

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



INTRODUCTION

La deuxième édition de l'Observateur des droits sociaux de SOLIDAR propose un aperçu de la situation des droits sociaux dans différents pays d'Europe. Elle présente 14 pays de l'Union européenne : l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Slovaquie et les Pays-Bas ; deux pays candidats : la Serbie et la Macédoine du Nord ; et un membre qui a quitté l'UE en 2020, le Royaume-Uni. L'Observateur 2020 prend le pouls de l'Europe sociale en termes d'égalité des chances, de conditions de travail équitables, de protection sociale, d'inclusion et d'espace civique. Il s'appuie sur les observations des groupes stratégiques nationaux (GSN) mis en place dans chacun des 17 pays par un membre ou un partenaire de SOLIDAR. Ces groupes réunissent l'expertise d'organisations de la société civile, d'universitaires et d'experts dans le domaine et l'étayent par des données statistiques et des conclusions scientifiques.

En pleine pandémie mondiale, la santé publique et les préoccupations économiques ont été placées au centre de l'attention. Cependant, les droits sociaux sont également soumis à une forte pression en raison du Covid-19 et des mesures prises pour le combattre. Nos

groupes stratégiques nationaux ont observé que les inégalités existantes (de revenus, de sécurité de l'emploi et d'accès aux soins de santé et aux services essentiels) ont été exacerbées par la pandémie. SOLIDAR craint que, dans la lutte contre le virus et ses dommages économiques, les progrès réalisés depuis la crise économique de 2008 ne soient réduits à néant. Nous ne devons pas chercher à revenir à la normale, mais plutôt mettre en œuvre une transition juste pour créer une nouvelle normalité plus juste, plus durable, plus inclusive et plus égalitaire. Nos groupes stratégiques nationaux avertissent que la tendance inquiétante à davantage de restrictions des libertés civiles et d'attaques contre la presse libre s'est poursuivie et intensifiée au cours de l'année dernière, parfois sous couvert de lutte contre le Covid-19.

Enfin, l'Observateur 2020 évalue la mesure dans laquelle ces questions ont été prises en compte par les recommandations par pays du Semestre européen 2020. D'autant plus que le processus du Semestre a été fusionné avec les plans de relance et de résilience, nous considérons qu'il est de la plus haute importance que ces recommandations guident les États membres vers une relance socialement durable après la crise de Covid-19.

	2018	2019
Indice de GINI ¹	30.8	30.7
Chômage ²	6.8%	6.3%
Indice d'égalité de genre ³	67.4	67.9
Pauvreté au travail ⁴	9.4%	9.2%
Surpeuplement ⁵	15.5%	15.6%

Indicateurs sélectionnés sur l'état des droits sociaux en Europe

1 Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent - enquête EU-SILC : http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?lang=fr&dataset=ilc_di12

2 Eurostat (2020). Chômage par sexe et âge - données annuelles : https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=une_rt_a&lang=fr

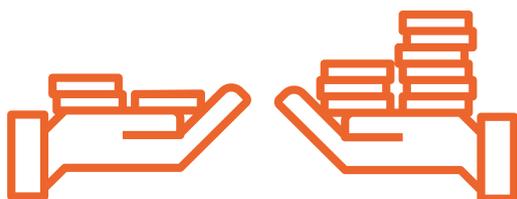
3 Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2020). Indice d'égalité des genres : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2020/BE>

4 Eurostat (2020). Taux de risque de pauvreté au travail : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tespm070/default/table?lang=fr>

5 Eurostat (2020). Taux de surpeuplement par âge, sexe et statut de pauvreté - population totale : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_lvo05a/default/table?lang=fr

ÉGALITÉ DES CHANCES ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

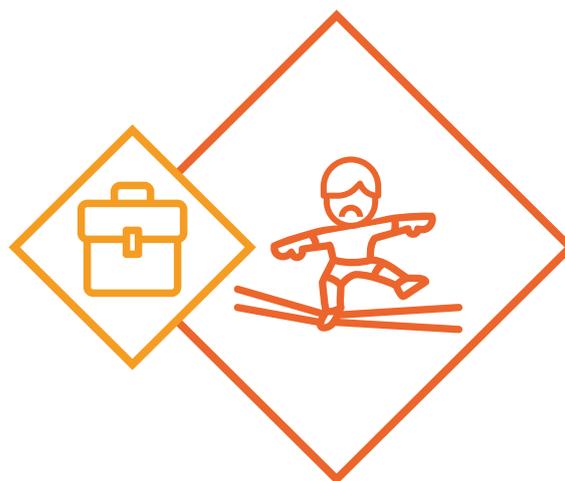
Dans l'Observateur des droits sociaux de 2019, nous avons constaté une certaine amélioration des conditions sociales, même si certains pays européens n'étaient toujours pas revenus aux niveaux d'avant la crise de 2008, par exemple en termes d'emploi et de croissance des salaires. Dans l'édition 2020, nous constatons des évolutions positives avec une augmentation des salaires minimums en Espagne, en République tchèque, en Hongrie et en Slovaquie. Toutefois, les partenaires de SOLIDAR dans les 17 pays expriment leur inquiétude devant l'augmentation des inégalités de revenus. Cette inquiétude est confirmée par les coefficients de GINI des pays, dont beaucoup ont légèrement augmenté depuis 2010.⁶



Dans l'ensemble, les groupes stratégiques nationaux ne font état d'aucun changement majeur sur le plan de fiscalité. Ils soulignent toutefois que la charge fiscale des ménages à faible revenu reste élevée, parfois en raison de l'imposition forfaitaire des revenus et d'une part relativement importante de l'impôt sur la consommation, notamment en Bulgarie, en République tchèque, en Estonie, en Grèce et en Hongrie. Dans les pays qui conservent un système forfaitaire, les ménages à faible revenu sont touchés disproportionnellement et tendent à payer une part relativement importante de leurs revenus en impôts. La dernière réforme fiscale belge a bénéficié aux travailleurs à bas salaires, mais a laissé pour compte les sans emploi.

EMPLOI

Fin 2019, l'emploi dans la zone UE-28 était à un niveau record de 69,5%.⁷ Plusieurs groupes stratégiques nationaux ont même signalé des pénuries de main-d'œuvre, notamment dans les secteurs des soins de santé, de l'éducation et des services. Cependant, cette demande accrue en main-d'œuvre ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des conditions de travail. Le point le plus saillant est la montée de la précarité sur le marché du travail, qui préoccupe l'ensemble des groupes stratégiques nationaux. L'insécurité et la précarité de l'emploi ont déjà été pointées dans l'Observateur des droits sociaux 2019 de SOLIDAR. Cependant, la crise du Covid-19 a rendu les risques dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services douloureusement évidents. Le même problème touche également les pays candidats comme la Macédoine du Nord, où l'emploi informel est une caractéristique majeure du marché du travail.⁸ En Serbie, le GSN souligne que le chômage élevé des jeunes et la fuite des cerveaux sont les principaux problèmes d'emploi à moyen et long terme.



6 Eurostat (2020). Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tessi190/default/table?lang=fr>

7 Eurostat (2020). Taux d'emploi par sexe, âge et nationalité (%): https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/LFSQ_ER-GAN_custom_160161/default/table?lang=fr

8 Commission européenne (2020) Document de travail des services de la Commission - Rapport 2020 sur la Macédoine du Nord https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/north_macedonia_report_2020.pdf

Si les données récentes sont peu nombreuses, il est indéniable que la crise du Covid-19 a eu des effets immenses sur l'emploi dans presque tous les pays européens et que ces effets devraient persister dans un avenir prévisible. Depuis février 2020, nous avons vu le taux de chômage dans l'UE-27 augmenter d'un point de pourcentage complet, de 6,5 % de la population à 7,5 % en septembre. En Espagne, l'un des pays les plus touchés par la première et la deuxième vague du virus, le chômage a augmenté de près de 3 points de pourcentage depuis le début de la crise.⁹ Certains secteurs et certaines catégories de travailleurs ont été plus durement touchés que d'autres. Nos groupes stratégiques nationaux signalent que certains des secteurs les plus touchés, comme l'hôtellerie et le tourisme, sont également ceux qui emploient une part relativement importante de travailleurs précaires et de personnes issues de groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes et les migrants. Le Covid-19 et les mesures de confinement qui ont suivi dans de nombreux pays ont eu un impact particulièrement fort sur ces secteurs. En outre, de nombreuses personnes dans ces secteurs travaillaient sous contrat précaire, les laissant sous-protégés après leur mise au chômage.

La plupart des gouvernements a introduit des mesures d'urgence pour éviter les licenciements massifs, notamment des programmes de chômage partiel couvrant une partie des salaires. Le succès de ces régimes dans la protection des revenus des travailleurs et de la sécurité de l'emploi à l'avenir varie d'un pays à l'autre. Le pourcentage des salaires couverts varie également, de 100 % en Irlande à seulement 50 % du salaire minimum en Pologne.¹⁰ Certains pays ont assorti leur accord de conditions, par exemple en interdisant aux entreprises qui y ont recours de licencier des travailleurs.

ÉDUCATION

Nos groupes stratégiques nationaux font état de tendances contrastées concernant les jeunes qui quittent prématurément l'école. Dans certains pays, ils posent un problème croissant, tandis que d'autres semblent mieux maîtriser la situation. Nous constatons une tendance positive dans l'ensemble, car le taux de jeunes quittant prématurément l'école en Europe diminue : en 2009, 14,2 % des élèves de l'UE-28 quittaient encore l'école sans diplôme ; en 2019, ce chiffre était tombé à 10,3 %.¹¹ Pour autant, nos GSN soulignent que dans tous les pays les groupes vulnérables tels que les Roms et les étudiants issus de ménages à faibles revenus restent plus susceptibles de quitter l'école sans diplôme. Il existe également une différence frappante entre les sexes, les élèves de sexe masculin étant nettement plus susceptibles de quitter l'école prématurément que leurs condisciples de sexe féminin. Heureusement, cet écart entre les sexes semble se réduire lentement. On observe également une tendance positive concernant les jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni en formation, ni employés (neither in school or training nor employed, NEET). Leur nombre a diminué, d'un pic de 15,9 % en 2013 à 12,5 % en 2019, selon Eurostat en 2020.¹²

Certains GSN attirent également l'attention sur le manque d'enseignants qualifiés, qui affecte la qualité de l'éducation et crée des inégalités entre régions, car certaines connaissent une pénurie plus grave que d'autres. Dans certains pays comme la Bulgarie, les inégalités ont encore été aggravées par le transfert des compétences en matière d'éducation aux autorités locales. En outre, comme de nombreux étudiants ont dû recourir à l'enseignement à distance en raison du Covid-19, les inégalités socio-économiques ont été exacerbées. Dans plusieurs

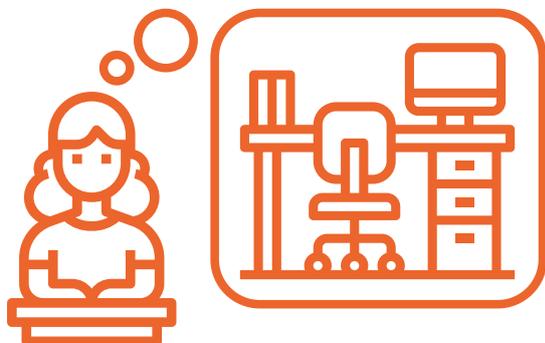
9 Eurostat (2020). Chômage par sexe et âge - données mensuelles: https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/une_rt_m/default/table?lang=fr

10 ETUC (8 May, 2020). Covid-19 Watch ETUC Briefing Note: Short Time Work: https://www.etuc.org/sites/default/files/publication/file/2020-05/Covid_19%20Briefing%20Short%20Time%20Work%20Measures%2030%20April.pdf

11 Eurostat (2020). Jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation par sexe et statut au regard de l'emploi : <https://bit.ly/3lmldl6>

12 Eurostat (2020). Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation par sexe (NEET) : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_08_20/default/table?lang=fr

pays dont l'Italie et l'Espagne, les enseignants signalent que les élèves issus de ménages à faibles revenus, en particulier, ont du mal à suivre des cours en ligne, car ils ne disposent souvent pas des outils technologiques et d'un espace tranquille à la maison pour étudier.



Cette situation est liée à une autre question, devenue très problématique : le manque de compétences informatiques parmi de nombreux Européens. Ce défi était déjà reconnu avant la pandémie de Covid-19. Sous la présidence d'Ursula von der Leyen, la Commission européenne a inscrit « Une Europe prête pour l'ère numérique » sur la liste de ses priorités. La question joue un rôle de premier plan dans le cycle du Semestre européen de 2021 et sera traitée dans le cadre de la stratégie en matière de compétences numériques.¹³ Celles-ci étaient déjà de plus en plus demandées sur le marché du travail, et le Covid-19 les a rendues indispensables pour que des millions d'étudiants puissent suivre les cours à distance. La pandémie les a également rendues indispensables pour travailler à domicile et accéder aux services publics en ligne.

ÉGALITÉ DE GENRE

L'égalité des sexes dans l'UE-28 s'est légèrement améliorée dans l'ensemble, l'indice d'égalité de genre passant de 67,4 en 2019 à 67,9 en 2020.¹⁴ Néanmoins, les progrès sont limités et nos groupes stratégiques nationaux signalent que la mise en œuvre de la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée a été lente, avec de grandes disparités entre États membres. Nous constatons quelques évolutions positives en matière de garde d'enfants et de transparence des salaires. Mais en général, l'égalité de genre continue à ne pas être intégrée dans la plupart des pays européens, et les GSN soulignent l'absence d'un cadre général.



L'écart salarial entre les genres s'est réduit dans l'UE-28, de 17,1 % en 2010 à 15 % en 2018. Mais là aussi, on observe de grandes différences entre les pays : au Luxembourg, les femmes gagnent en moyenne 1,4 % de moins par heure que les hommes, alors qu'en Estonie la différence est de 21,8 %.¹⁵ Pour bien cerner ces disparités de genre sur le marché du travail, il importe d'également considérer l'écart en matière d'emploi. Ainsi en Roumanie, nous constatons un écart salarial relativement faible (2,2 %), mais l'un des écarts d'emploi les plus élevés en Europe, à 19 %.¹⁶ De même, au Danemark, la main-d'œuvre est fortement ségréguée et les femmes sont surreprésentées dans les emplois publics moins bien rémunérés.

¹³ Commission européenne (2020). La Commission présente la stratégie européenne en matière de compétences en faveur de la compétitivité durable, de l'équité sociale et de la résilience : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1196

¹⁴ EIGE (2020). Indice d'égalité de genre : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2020>

¹⁵ Eurostat (2020). Écart des rémunérations entre hommes et femmes (non corrigé) : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_05_20/default/table?lang=fr

¹⁶ Eurostat (2020). Écart d'emploi entre les hommes et les femmes : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_05_30/default/table?lang=fr

PROTECTION ET INCLUSION SOCIALES

Les dépenses publiques¹⁷ dans le domaine de la protection sociale¹⁸ en pourcentage du PIB sont en baisse constantes depuis 2013. Dans l'avant-Covid, nous avons vu la part des personnes à risque de pauvreté en Europe baisser légèrement à 16,8 % en 2019.¹⁹ Cette évolution est largement attribuée à l'augmentation des niveaux d'emploi et concerne donc principalement les personnes qui travaillent. En réalité, il existe des écarts importants entre les groupes sociaux, et nos GSN attirent l'attention sur le fait que les régimes de revenu minimum et les mesures de lutte contre la pauvreté dans de nombreux États membres sont insuffisants pour sortir les gens de la pauvreté. En Grèce et en Hongrie, le financement de la sécurité sociale a été mis sous pression car la part des employeurs dans les cotisations sociales a été réduite. Toutefois, nous constatons là encore des évolutions positives, comme l'introduction de nouveaux régimes de revenu minimum en Espagne²⁰ et en Italie.²¹



INCLUSION DES MIGRANTS ET DES MINORITÉS

L'emploi reste déterminant pour l'inclusion des migrants et des minorités, tant pour de

nombreux gouvernements nationaux que pour la Commission européenne. Dans le même temps, nos groupes stratégiques nationaux signalent que les barrières linguistiques sont le problème le plus urgent qui empêche les nouveaux arrivants d'accéder aux services essentiels et aux soins de santé, ainsi qu'au marché du travail. Les organisations de la société civile jouent un rôle clé à cet égard, celles-ci assumant même parfois des responsabilités négligées par les pouvoirs publics (nationaux), comme la fourniture de cours de langue et la facilitation de l'accès aux services essentiels et au logement. Il est donc d'autant plus inquiétant que les organisations membres et partenaires de SOLIDAR signalent une augmentation des attaques contre les organisations travaillant avec les migrants, notamment en Grèce, en Hongrie, en Croatie et en Bulgarie.

LOGEMENT

Le manque de logements de qualité et abordables reste l'un des problèmes sociaux les plus urgents selon nos GSN. 15,6 % des Européens vivent dans des logements surpeuplés, et 10,1 % vivent dans un ménage dont le logement absorbe plus de 40 % du revenu total disponible.^{22, 23} Ces problèmes touchent bien plus les locataires et les ménages à faibles revenus que les propriétaires. On constate également de grandes différences entre pays : seuls 1,7 % des ménages rencontrent des difficultés à assumer le coût du logement à Malte, contre

17 Eurostat (2020). Dépenses de protection sociale : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tps00098/default/table?lang=fr>

18 Eurostat (2020). Prestations de protection sociale nettes : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/SPR_NET_BEN_custom_166174/default/table?lang=fr

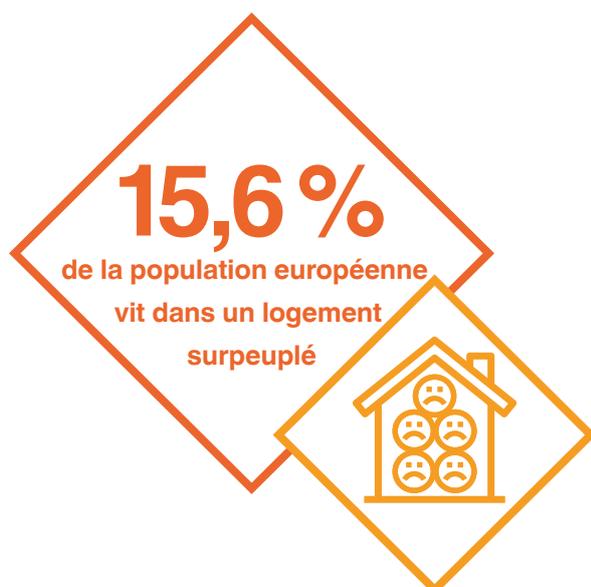
19 Eurostat (2020). Taux de risque de pauvreté par seuil de pauvreté, âge et sexe - enquêtes EU-SILC et PCM : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_li02/default/table?lang=fr

20 Journal officiel (2020). Décret-loi royal 20/2020 relatif au régime de revenu minimum : <https://www.boe.es/eli/es/rdl/2020/05/29/20/con>

21 Ministère du Travail et des Politiques sociales (2020) Reddito di Cittadinanza <https://www.redditicittadinanza.gov.it/>

22 Eurostat (2020). Taux de surpeuplement par sexe - enquête EU-SILC : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tesi170/default/table?lang=fr>

23 Eurostat (2020). Taux de surcharge des coûts du logement par sexe - enquête EU-SILC : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tessi160/default/table?lang=fr>



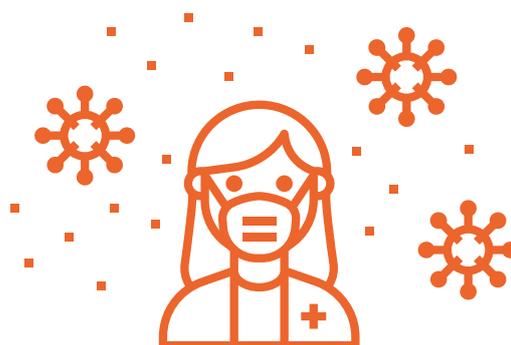
39,5 % en Grèce.²⁴ La disponibilité des logements sociaux laisse également à désirer : en région flamande en Belgique, il y avait en 2016 autant de personnes sur la liste d'attente que de logements sociaux déjà occupés. En outre, nos groupes stratégiques nationaux font état d'importantes disparités régionales, notamment dans les centres urbains et les zones touristiques où le coût du logement augmente fortement par rapport aux revenus.

SOINS DE SANTÉ

Les systèmes de santé de l'ensemble des pays européens ont dû faire face à une demande inédite pendant la pandémie de coronavirus. Plus de 9 millions de personnes dans l'UE/EEE et au Royaume-Uni ont été diagnostiquées positives au Covid-19,²⁵ ce qui a mis les systèmes de santé européens à rude épreuve. La pandémie a jeté une lumière des plus crues sur des problèmes sous-jacents tels que le sous-financement et le manque de personnel et a eu un impact très important sur la vie des groupes vulnérables.

La pandémie a fait irruption dans un contexte de systèmes de santé affaiblis après plus d'une décennie de coupes et d'austérité. La crise financière de 2008 a entraîné une réduction des dépenses consacrées aux services publics, y compris les systèmes de santé. Ces derniers ont été particulièrement visés par des réductions prétendument justifiées par leur taille. En conséquence, le nombre de lits d'hôpitaux disponibles dans l'UE-28 a régulièrement diminué plus d'une décennie durant, dans une quête d'efficacité.²⁶ Les membres et partenaires de SOLIDAR faisaient déjà part, dans l'Observateur des droits sociaux 2019, de leurs préoccupations concernant la pénurie de personnel de santé qualifié dans plusieurs pays.

Plusieurs groupes stratégiques nationaux ont également exprimé leur préoccupation quant aux disparités régionales en matière de disponibilité et d'accessibilité des soins de santé dans des pays comme la France, la Belgique, la Croatie et la Serbie. Les raisons en sont principalement une pénurie de personnel médical qualifié ou une gestion régionalisée des politiques et des infrastructures de santé. Nos GSN en Allemagne, en Bulgarie, au Danemark, en Estonie, et en Italie avertissent que la barrière linguistique reste le principal obstacle à l'accès aux soins des migrants et des minorités. En Bulgarie, en France, en Grèce et en Espagne, les charges administratives sont signalées comme un facteur de complication supplémentaire.



24 Eurostat (2018). Statistiques sur le logement : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Housing_statistics/fr

25 Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies : (2020). COVID-19 situation update for the EU/EEA and the UK, as of 8 November 2020: <https://www.ecdc.europa.eu/en/cases-2019-ncov-eueea>

26 Eurostat (2020). Lits d'hôpital par type de soin : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/HLTH_RS_BDS__custom_177966/default/table?lang=fr

ESPACE CIVIQUE

La détérioration de l'espace civique en Europe est une tendance préoccupante. Les membres et partenaires de SOLIDAR signalent que le soutien financier aux organisations de la société civile (OSC) diminue et que, dans des pays comme l'Allemagne, il est soumis à un contrôle et à une fiscalité plus stricts. Les OSC travaillant avec les migrants sont confrontées à des attaques croissantes – tant financières que juridiques – de la part des gouvernements, ainsi que de groupes extrémistes.

Cherchant à contenir le Covid-19, de nombreux gouvernements du continent ont limité la liberté de réunion en interdisant les rassemblements publics ou en limitant leur taille. Bien que cela soit compréhensible dans le contexte de la pandémie, l'impact sur le droit de manifester n'est pas nécessairement justifiable, surtout à la lumière des mesures souvent plus clémentes imposées aux entreprises commerciales. Toujours pendant la pandémie de Covid-19, les partenaires sociaux ont vu leurs compétences sapées par des gouvernements qui ont pris des décisions unilatérales

sur des questions d'emploi, sans consultation (suffisante) des syndicats et des organisations patronales. En France, les syndicats ont commencé au printemps à exiger d'être impliqués dans les négociations sur le travail à distance, et les pourparlers ont finalement débuté en novembre.

En outre, les attaques continues contre les médias, tant par des acteurs étatiques que par des groupes d'extrême droite, mettent en danger la liberté de la presse. Aux Pays-Bas, la radiotélévision publique a été contrainte de retirer les logos de ses camionnettes satellitaires après les menaces et les attaques continues de comploteuses de droite.²⁷ Selon Reporters sans frontières, si certains pays européens restent en pointe sur le plan de la liberté de la presse, le journalisme libre en Europe est menacé par les « démocraties illibérales » et la « lutte contre le terrorisme », notamment à l'est et au sud du continent.²⁸ La concentration de la propriété des médias entre les mains de quelques acteurs puissants limite encore la liberté de la presse dans ces régions.



27 NOS (2020). NOS haalt na aanhoudende bedreigingen logo van satellietwagens : <https://nos.nl/artikel/2352452-nos-haalt-na-aanhoudende-bedreigingen-logo-van-satellietwagens.html>

28 Reporters sans frontières (2020). Europe - Central Asia: <https://rsf.org/en/europe-central-asia>

COMPARAISON AVEC LES RECOMMANDATIONS PAR PAYS

Les recommandation par pays pour 2020 ont été publiées en mai, au plus fort du premier pic de la pandémie. Il n'est donc pas surprenant que nombre de ces recommandations soient fortement axées sur l'atténuation des premiers effets directs du Covid-19 sur les systèmes de santé et l'économie. Nous sommes heureux de constater que pour la majorité des pays couverts par l'Observateur des droits sociaux, la Commission européenne recommande également de renforcer les filets de sécurité sociale, y compris pour les travailleurs atypiques (Italie) et les

indépendants (Pays-Bas). Cependant, les effets socio-économiques de la crise vont bien au-delà des revenus. Nos groupes stratégiques nationaux signalent que le Covid-19 a un impact considérable sur tous les aspects des droits sociaux, de l'emploi à l'éducation et de l'accès aux services essentiels à l'espace civique. Alors qu'il devient de plus en plus évident que la crise du Covid-19 affectera durablement nos sociétés dans un avenir prévisible, SOLIDAR insiste sur la nécessité d'une approche plus large de ses retombées socio-économiques.



FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



SOLIDAR est un réseau européen de plus de 50 organisations de la société civile qui rassemble plusieurs millions de citoyens en Europe et dans le monde. SOLIDAR porte les valeurs de ses organisations membres auprès de l'UE et des institutions internationales dans les trois principaux secteurs politiques : affaires sociales, coopération internationale et éducation et formation tout au long de la vie. Plus d'informations sur www.solidar.org

SOLIDAR

Avenue des Arts, 50
1000 Brussels - Belgium
+32 2 500 10 20
www.solidar.org
@SOLIDAR_EU

La Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) est le groupe de réflexion de la famille politique sociale-démocrate au niveau de l'UE. Sa mission est de développer des recherches innovantes, des conseils politiques, des formations et des débats pour inspirer et informer les politiques progressistes à travers l'Europe. La FEPS fonctionne comme un centre de réflexion pour faciliter l'émergence de réponses progressistes aux défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui. Aujourd'hui, la FEPS bénéficie d'un solide réseau de 68 organisations membres. Parmi celles-ci, 43 sont membres à part entière, 20 ont un statut d'observateur et 5 sont membres de droit. Outre ce réseau d'organisations actives dans la promotion des valeurs progressistes, la FEPS dispose également d'un vaste réseau de partenaires, parmi lesquels des universités de renom, des universitaires, des décideurs politiques et des militants.

FEPS

Avenue des Arts, 46
1000 Bruxelles - Belgium
+32 2 234 69 00
info@feeps-europe.eu
www.feeps-europe.eu
@FEPS_Europe

L'Observateur des droits sociaux de SOLIDAR a été développé dans le cadre du programme « Ensemble pour l'Europe sociale » cofinancé par le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI). Il fournit un aperçu de l'état des droits sociaux dans 17 pays européens. L'Observateur évalue l'état de l'Europe sociale en termes d'égalité des chances, de conditions de travail équitables, de protection sociale, d'inclusion et d'espace civique en se basant sur les observations d'organisations de la société civile travaillant sur le terrain en combinaison avec des données statistiques et des conclusions scientifiques. Il s'appuie sur les observations des groupes stratégiques nationaux mis en place dans chacun de ces pays par un membre ou un partenaire de SOLIDAR.

L'Observateur 2020 analyse également la mesure dans laquelle ces questions ont été prises en compte par les recommandations par pays du Semestre européen 2020 pour une reprise socialement durable après la crise de Covid-19.

ÉDITEUR RESPONSABLE:

Mikael Leyi

AUTEUR:

Jedde Hollewijn

COORDINATION DE LA PUBLICATION:

Carlos Roldán Mejías, Violeta Meotto,
Jedde Hollewijn, Julie Martinaud

ÉDITION:

Sebastian Moffett, David Rinaldi, Euléane Omez

TRADUCTION DE L'ANGLAIS:

BLS srl

GRAPHISME:

Maximilian Fischer

CONTRIBUTIONS DE:

Pour La Solidarité, ISI, Centre for Peace Studies,
MKC Praha, Nyt Europa, Johannes Mihkelson Centre,
CEMEA France, La Ligue de l'Enseignement, Willi-
Eichler-Akademie, ARSIS, PGA-Hungary, ARCI, CDI,
Humanitas, IDC, AOPSS, MPDL, VolontEurope



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de la Commission européenne.

solidar



FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



© FEPS 2020
© SOLIDAR 2020

